



Le Quotidien

Statistique Canada

Le lundi 24 février 2003

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

COMMUNIQUÉS PRINCIPAUX

- **Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières, décembre 2002** 2
En décembre, les investisseurs étrangers ont réduit de 0,4 milliard de dollars leurs avoirs de valeurs mobilières canadiennes, après avoir effectué deux importants investissements consécutifs dans ces titres en octobre et en novembre, pour un montant total de 9,7 milliards de dollars.
- **Enquête nationale auprès des diplômés: profil des jeunes diplômés canadiens, 2000** 5
Tout au long des années 1990, les diplômés d'études collégiales et les baccalauréats se sont toujours révélés d'une grande valeur pour les jeunes Canadiens entrant sur le marché du travail. Bien que les jeunes bacheliers et diplômés du collégial issus de la promotion de 1995 étaient plus endettés au moment de l'obtention du diplôme que ceux de 1990, ils remboursaient leurs prêts plus rapidement que ceux de la promotion de 1990.

AUTRES COMMUNIQUÉS

- Livraison de laine minérale, y compris les isolants en fibre de verre, janvier 2003 8
- Livraisons des principales céréales, janvier 2003 8

NOUVEAUX PRODUITS



COMMUNIQUÉS PRINCIPAUX

Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières

Décembre 2002

En décembre, les investisseurs étrangers ont réduit de 0,4 milliard de dollars leurs avoirs de valeurs mobilières canadiennes, après avoir effectué deux importants investissements consécutifs dans ces titres en octobre et en novembre, pour un montant total de 9,7 milliards de dollars.

Les investisseurs étrangers réduisent leurs avoirs d'obligations canadiennes, mais continuent d'investir dans des instruments du marché monétaire canadien

En décembre, les investisseurs étrangers ont réduit de 2,6 milliards de dollars leurs avoirs d'obligations canadiennes, après avoir effectué un placement de 9,8 milliards de dollars dans ces valeurs d'août à novembre. Les émissions de nouvelles obligations vendues sur les marchés étrangers ont atteint, en décembre, 6,6 milliards de dollars. Ce total mensuel, qui n'a été dépassé qu'une seule fois en 2002, a été atteint grâce à de nouvelles obligations émises par des entreprises du gouvernement fédéral ainsi que par des administrations publiques provinciales et des sociétés. Ces émissions n'ont toutefois pas suffi à neutraliser le montant record de 7,9 milliards de dollars qu'ont atteint en décembre les rachats d'obligations détenues par des intérêts étrangers.

L'investissement étranger dans le marché primaire (les nouvelles émissions moins les rachats) au cours de 2002 a totalisé 1,2 milliard de dollars, alors qu'en 2001, les nouvelles émissions nettes avaient atteint 23,9 milliards de dollars. Les rachats ont encore une fois dépassé les nouvelles émissions, dans le cas des administrations publiques et de leurs entreprises, mais dans une moindre mesure. Bien que les nouvelles obligations émises par le secteur des entreprises aient diminué par rapport à 2001, où les émissions avaient eu lieu à un rythme très rapide, elles ont quand même atteint 5,9 milliards de dollars en nouvelles émissions nettes, lesquelles ont toutes eu lieu au cours de la première moitié de 2002.

Renseignements complémentaires concernant les marchés financiers

En décembre, le différentiel des **taux d'intérêt à court terme** offerts aux États-Unis et au Canada a légèrement diminué; à la fin du mois, les taux d'intérêt à court terme pratiqués aux États-Unis étaient inférieurs de 144 points de base, en moyenne, à ceux proposés au Canada. Les taux d'intérêt à court terme pratiqués aux États-Unis ont encore reculé en décembre pour s'établir à 1,19 %, alors que les taux correspondants proposés au Canada ont atteint 2,63 %.

Dans le cas des **taux d'intérêt à long terme**, des reculs similaires observés en décembre dans les taux offerts au Canada et aux États-Unis ont fait que le différentiel est resté pratiquement inchangé à 93 points de base, en faveur des placements au Canada.

Le **cours des actions** canadiennes a continué sa remontée en décembre, bien que la progression n'ait été cette fois que de 0,7 %. Il s'agit d'une troisième hausse mensuelle d'affilée. Le cours des actions canadiennes a augmenté de 7,0 % depuis septembre 2002, alors qu'il avait atteint son plus bas niveau depuis quatre ans. Grâce aux progressions enregistrées au cours des trois derniers mois de 2002, le recul total de l'Indice composite S&P/TSX pour l'ensemble de 2002 a été réduit à 14,0 %.

À titre de comparaison, la remontée du cours des actions américaines s'est arrêtée après deux mois, par un fléchissement de 6,0 % observé en décembre. Toutefois, le cours des actions (mesuré selon l'indice composite Standard & Poor's 500) a quand même augmenté de 7,9 %, au total, au cours des trois derniers mois de 2002, mais il a reculé de pas moins de 24 % au cours de l'année entière.

Après avoir atteint, à la fin de juin 2002, un sommet annuel de 65,95 cents américains pour ensuite perdre aussitôt 2,75 cents en juillet, le **dollar canadien** s'est stabilisé jusqu'à la fin de l'année. Le recul de 0,51 cent observé en décembre a laissé le dollar canadien clôturer l'année à 63,39 cents américains.

Définitions

Les séries sur les opérations internationales en valeurs mobilières ont trait aux opérations de portefeuille en actions et en obligations (canadiennes et étrangères) et en instruments (ou effets) du marché monétaire canadien.

Les **actions** comprennent les actions ordinaires et privilégiées ainsi que les bons de souscription.

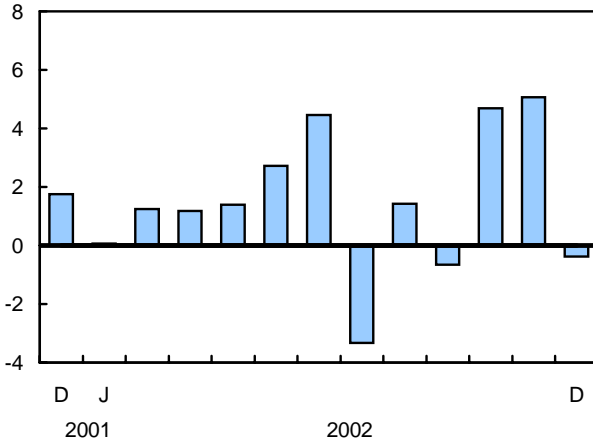
Les **titres d'emprunt** comprennent les obligations et les instruments du marché monétaire.

Les **obligations** ont une échéance de plus d'une année.

Les **instruments du marché monétaire** ont une échéance d'une année ou moins. Les **effets du gouvernement du Canada** incluent les bons du Trésor et les billets du gouvernement du Canada, ces derniers étant libellés en dollars américains. Les **autres effets du marché monétaire** comprennent les bons du Trésor et les autres billets émis par les autres administrations et leurs entreprises, les acceptations bancaires, les billets à vue au porteur des banques, les effets commerciaux et les autres effets à court terme.

Investissements étrangers en valeurs mobilières canadiennes¹

En milliards de dollars



¹ Incluent les obligations, les actions et les instruments du marché monétaire.

L'investissement étranger dans le marché obligataire secondaire a atteint 0,3 milliard de dollars en décembre, portant ainsi le placement étranger total effectué en 2002 dans ce marché au montant inégalé de 14,5 milliards de dollars. Près de 70 % de ce placement a été versé dans des obligations du gouvernement fédéral, le reste ayant été investi principalement dans des obligations d'entreprises du gouvernement fédéral et dans des obligations de sociétés. En 2002, les trois quarts du total de l'investissement étranger dans des obligations (marchés primaire et secondaire) ont été effectués par des investisseurs américains, et le reste provenait d'investisseurs britanniques.

En décembre, les investisseurs étrangers ont encore ajouté 1,3 milliard de dollars à leurs avoirs d'instruments du marché monétaire canadien. Le placement de décembre a porté à 4,0 milliards de dollars le total de l'investissement étranger effectué dans ces titres au cours des trois derniers mois de 2002. Pendant les neuf premiers mois de 2002, les investissements dans ces valeurs avaient été presque nuls. La moitié du placement observé au quatrième trimestre a été effectuée depuis les États-Unis, où les taux d'intérêt à court terme diminuent de manière constante, comparativement aux taux proposés au Canada. En décembre, toutefois, le différentiel des taux d'intérêt offerts aux États-Unis et au Canada a légèrement diminué; à la fin du mois, les taux d'intérêt à court terme pratiqués aux États-Unis étaient inférieurs de 144 points de base, en moyenne, à ceux proposés au Canada.

Les investisseurs étrangers continuent d'accroître leurs avoirs d'actions canadiennes

En décembre, les investisseurs étrangers ont accru de 0,9 milliard de dollars leurs avoirs d'actions canadiennes. Ce montant est semblable à celui investi en novembre. L'acquisition d'actions canadiennes par des investisseurs étrangers en novembre et en décembre a coïncidé avec une hausse du cours des actions. Le cours des actions canadiennes a continué sa remontée en décembre, bien que la progression n'ait été cette fois que de 0,7 %. Il s'agit d'une troisième hausse mensuelle d'affilée. Le cours des actions canadiennes a augmenté de 7,0 % depuis septembre 2002, alors qu'il avait atteint son plus bas niveau depuis quatre ans.

En dépit des placements effectués au cours des derniers mois de 2002, les investisseurs étrangers se sont départis d'actions du marché secondaire pour 8,4 milliards de dollars en 2002. Toutefois, ils ont acheté de nouvelles actions canadiennes pour 6,6 milliards de dollars. Ce placement a porté sur de nouvelles actions offertes sur les marchés étrangers ainsi que sur des actions de trésorerie émises à l'intention d'investisseurs étrangers dans le cadre de fusions et d'acquisitions de sociétés. Dans l'ensemble, en 2002, les investisseurs étrangers ont réduit de 1,8 milliard de dollars leurs avoirs d'actions canadiennes. Il s'agit du premier désinvestissement annuel observé dans le cas de ces titres depuis sept ans.

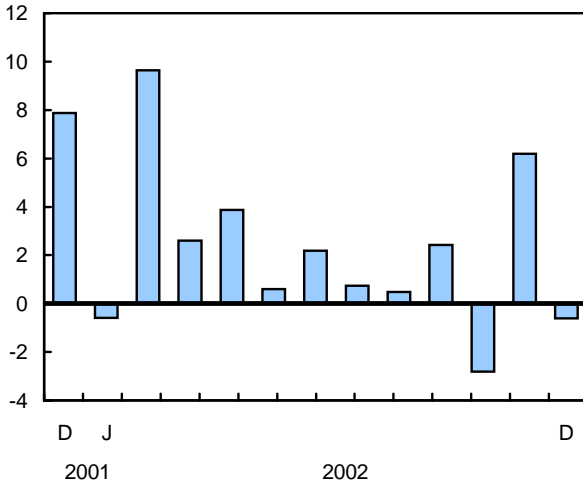
Les investisseurs canadiens réduisent leurs avoirs d'obligations et d'actions étrangères

Après avoir effectué un placement de 6,2 milliards de dollars dans des valeurs mobilières étrangères en novembre, les investisseurs canadiens se sont départis d'actions et d'obligations étrangères pour 0,6 milliard de dollars en décembre. Le placement total effectué par les investisseurs canadiens dans des valeurs mobilières étrangères en 2002 a totalisé 24,7 milliards de dollars. Il s'agit d'un montant inférieur à ceux enregistrés en 2000 et en 2001, mais comparable aux investissements annuels observés au cours de la deuxième moitié des années 1990. Les trois quarts de ce placement, ou 18,5 milliards de dollars, ont porté sur des actions étrangères, principalement américaines. Le montant restant de 6,2 milliards de dollars a été investi dans des obligations étrangères, dont 65 % a été consacré à des obligations du Trésor américain. Le reste a été réparti entre des obligations d'outre-mer et des obligations de sociétés américaines.

Investissements canadiens en valeurs mobilières étrangères¹

En milliards de dollars

Signes renversés de la balance des paiements



¹ Incluent les obligations et les actions.

Données stockées dans CANSIM: tableaux 376-0018 à 376-0029 et 376-0042.

Information sur les méthodes et la qualité des données disponible dans la Base de métadonnées intégrée: numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes connexes, 1532, 1534, 1535 et 1537.

Le numéro de décembre 2002 de la publication *Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières* (67-002-XIF, 14 \$ / 132 \$) paraîtra sous peu. Voir *Pour commander les produits*.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Donald Granger au (613) 951-1864, Division de la balance des paiements.

Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières

	Septembre 2002	Octobre 2002	Novembre 2002	Décembre 2002	Janvier à décembre 2001	Janvier à décembre 2002
en millions de dollars						
Investissements étrangers en valeurs mobilières canadiennes	-657	4 688	5 059	-380	30 868	17 875
Obligations (nettes)	1 048	4 499	1 849	-2 621	33 609	15 805
Émissions en circulation	106	4 463	2 014	313	9 042	14 474
Nouvelles émissions	4 822	2 536	2 270	6 559	76 826	46 954
Remboursements	-4 072	-3 012	-2 549	-7 948	-52 934	-45 763
Changement aux intérêts à payer ¹	193	513	114	-1 546	674	141
Instruments du marché monétaire (nets)	-753	436	2 246	1 322	-7 349	3 861
Gouvernement du Canada	-176	21	543	904	-4 578	2 059
Autres	-576	414	1 702	418	-2 771	1 802
Actions (nettes)	-952	-247	964	919	4 608	-1 791
Émissions en circulation	-1 399	-1 175	436	570	1 270	-8 391
Autres transactions	447	928	528	349	3 338	6 600
Investissements canadiens en valeurs mobilières étrangères	-2 424	2 820	-6 195	603	-37 718	-24 738
Obligations (nettes)	-1 756	2 829	-3 260	408	-1 882	-6 209
Actions (nettes)	-669	-9	-2 935	196	-35 836	-18 528

¹ Les intérêts courus moins les intérêts payés.

Note: Un signe négatif (-) indique une sortie de capitaux du Canada, par exemple, un retrait de l'investissement étranger au Canada ou encore une augmentation de l'investissement canadien à l'étranger.

Enquête nationale auprès des diplômés: profil des jeunes diplômés canadiens

2000

Tout au long des années 1990, les diplômés d'études collégiales et les baccalauréats se sont toujours révélés d'une grande valeur pour les jeunes Canadiens entrant sur le marché du travail, selon une nouvelle étude.

Bien que les jeunes bacheliers et diplômés du collégial issus de la promotion de 1995 étaient plus endettés au moment de l'obtention du diplôme que les diplômés de 1990, ils remboursaient leurs prêts plus rapidement que ceux de la promotion de 1990.

L'étude exploite les données de l'Enquête nationale auprès des diplômés pour analyser la situation professionnelle des jeunes bacheliers et diplômés du collégial issus des promotions de 1986, de 1990 et de 1995, qui s'étaient inscrits dans leur programme immédiatement après la fin de leurs études secondaires.

Les jeunes bacheliers et diplômés du collégial continuaient de bien se tirer d'affaires lorsqu'il s'agissait de trouver non seulement un emploi, mais un bon emploi. Les diplômés universitaires recevaient généralement une meilleure rémunération. Les diplômés collégiaux comme les bacheliers en génie et dans les domaines d'études connexes obtenaient systématiquement les emplois les mieux rémunérés.

Taux de chômage chez les jeunes

	1988	1991	1992	1995	1997	2000
Diplômés du secondaire (20 à 24 ans)	15,8	...	13,2	...
Diplômés du secondaire (25 à 29 ans)	...	12,8	...	12,4	...	7,4
Jeunes diplômés du collégial	7,2	7,3	9,1	6,4	6,9	3,3
Jeunes diplômés du baccalauréat	11,1	6,7	10,9	5,7	8,1	5,4

.. Nombres indisponibles.

... N'ayant pas lieu de figurer.

Nota: Les données concernant les bacheliers et les diplômés du collégial proviennent de l'Enquête nationale auprès des diplômés (END) et s'appliquent aux diplômés qui avaient moins de 25 ans au moment de l'obtention du diplôme et qui se sont inscrits à leur programme immédiatement après la fin de leurs études secondaires. Les données concernant les jeunes n'ayant effectué que des études secondaires proviennent de l'Enquête sur la population active et correspondent approximativement au groupe d'âge de la cohorte au moment de l'enquête de l'END.

Deux ans après l'obtention du diplôme, les diplômés du collégial avaient des taux d'emploi plus élevés. Les bacheliers des promotions de 1986 et de 1990 les avaient rattrapés cinq ans après. Cela n'était toutefois pas le cas pour la promotion de 1995. L'écart au chapitre du taux d'emploi avait diminué de 1997 à 2000, mais les jeunes diplômés du collégial étaient plus susceptibles

Note aux lecteurs

Le nouveau rapport *Trouver sa voie: profil des jeunes diplômés canadiens* analyse la situation professionnelle des jeunes bacheliers et diplômés du collégial qui se sont inscrits à leur programme immédiatement après la fin de leurs études secondaires. Il utilise les données de l'Enquête nationale auprès des diplômés pour comparer la situation des jeunes diplômés de 1986, de 1990 et de 1995.

Plus particulièrement, ce nouveau rapport met l'accent sur les bacheliers et les diplômés des collèges communautaires qui étaient âgés de 24 ans ou moins au moment de l'obtention du diplôme; pour qui le diplôme d'études secondaires ou l'équivalent constituait le niveau de scolarité le plus élevé atteint au moment d'entrer au collège ou à l'université; qui n'ont pas obtenu d'autres grades ou diplômes; qui résidaient au Canada et qui fréquentaient l'école 12 mois avant de s'inscrire à l'université ou au collège communautaire.

L'Enquête nationale auprès des diplômés est effectuée au moyen d'interviews menées auprès des diplômés postsecondaires deux ans et cinq ans après l'obtention du diplôme. L'échantillon de l'enquête est considérable (29 000 pour cinq ans après l'obtention du diplôme, pour la promotion de 1995, représentant 294 000 diplômés) et il est représentatif des diplômés de différents domaines d'études.

d'occuper un emploi. Le passage plus lent au marché du travail s'explique en partie par le fait que certains bacheliers ont poursuivi des études plus poussées.

Les taux de chômage des bacheliers étaient un peu moins sensibles aux fluctuations du marché du travail que ceux des diplômés du collégial. Leurs taux de chômage sont demeurés relativement peu élevés pendant la récession de 1991, ce qui indique que des niveaux de scolarité supérieurs tendent à protéger les travailleurs des effets des ralentissements économiques.

Les récents diplômés remboursent des prêts plus considérables

Bien que les jeunes bacheliers et diplômés du collégial issus de la promotion de 1995 étaient plus endettés au moment de l'obtention du diplôme que les diplômés de 1990, ils remboursaient leurs prêts plus rapidement que ceux de la promotion de 1990.

Compte tenu que les programmes universitaires étaient plus longs et que les droits de scolarité y étaient plus importants, les niveaux d'endettement étaient plus élevés dans une proportion de 42 % pour les bacheliers de la promotion de 1995 que pour les diplômés du collégial.

Les diplômés du collégial issus de la promotion de 1995 devaient, en moyenne, 8 300 \$ en prêts étudiants, soit 57 % de plus que les 5 300 \$ que devaient les diplômés de 1990. La dette des bacheliers se chiffrait à 11 800 \$, en hausse de 34 % par rapport aux 8 800 \$ que devaient les diplômés de 1990.

Les jeunes bacheliers et diplômés du collégial issus de la promotion de 1995 avaient les uns comme les autres remboursé un peu plus du quart de leur dette deux ans après l'obtention du diplôme, soit nettement moins que les diplômés de la promotion de 1990 (40 % au collégial et 34 % au baccalauréat). Toutefois, cinq ans après l'obtention du diplôme, les deux groupes avaient remboursé 55 % de leur prêt initial, soit presque autant que dans le cas de la promotion de 1990.

Montant moyen de la dette des jeunes diplômés dans le cadre des programmes fédéraux et provinciaux de prêt

	Promotion de 1990	Promotion de 1995
	en dollars constants de 2000	
Collège		
Au moment de l'obtention du diplôme	5 300	8 300
2 ans plus tard	3 200	5 900
5 ans plus tard	2 100	3 800
Baccalauréat		
Au moment de l'obtention du diplôme	8 800	11 800
2 ans plus tard	5 800	8 500
5 ans plus tard	3 800	5 400

La capacité des diplômés à rembourser leurs prêts étudiants est influencée par divers facteurs tels que les taux d'intérêt, les conditions du marché du travail et leurs autres dettes.

On a demandé aux diplômés, deux ans et cinq ans après l'obtention du diplôme, s'ils éprouvaient des difficultés à rembourser leurs prêts. Bien que la grande majorité des répondants n'aient pas déclaré de problèmes à cet égard, les diplômés de la promotion de 1995 étaient plus susceptibles d'indiquer qu'ils connaissaient des difficultés de remboursement que les jeunes diplômés de la promotion de 1990.

Parmi les diplômés du collégial issus de la promotion de 1990, 8 % ont déclaré éprouver des difficultés deux ans après l'obtention du diplôme, et cette proportion a légèrement augmenté pour passer à 11 % cinq ans après l'obtention du diplôme. Les diplômés du collégial issus de la promotion de 1995 étaient plus susceptibles de déclarer des problèmes de remboursement de leurs prêts deux ans et cinq ans après l'obtention du diplôme. En effet, 13 % d'entre eux ont déclaré faire face à telles difficultés deux ans après l'obtention de leur diplôme, et cette proportion a augmenté pour s'établir à 16 % en 2000.

Parmi les diplômés du baccalauréat issus de la promotion de 1990, 15 % ont déclaré des difficultés

de cet ordre deux ans après l'obtention du diplôme, et 13 %, cinq ans après. Dans le cas des bacheliers de la promotion de 1995, 20 % éprouvaient des problèmes de remboursement deux ans après l'obtention du diplôme, mais ce pourcentage diminuait cinq ans après l'obtention du diplôme pour s'établir à 16 %.

Les diplômés du génie et des domaines connexes sont toujours les mieux rémunérés

Les disciplines les plus rémunératrices pour les bacheliers de 1995 étaient le génie et les sciences appliquées (gains médians de 56 000 \$ en 2000), suivis des mathématiques et des sciences physiques (54 000 \$). (Les gains médians correspondent au montant séparant la population à l'étude en deux groupes égaux, le premier touchant des gains supérieurs à la médiane et le second, des gains inférieurs à ce seuil.)

Le génie et les domaines d'études connexes étaient toujours associés à la meilleure rémunération pour les bacheliers et les diplômés du collégial. Pour les diplômés du collégial en génie et en sciences appliquées issus de la promotion de 1995, les gains médians en 2000 étaient de 40 000 \$, soit les mêmes que pour les bacheliers dans l'ensemble.

Les jeunes diplômés du collégial entrent rapidement sur le marché du travail

Deux ans après l'obtention du diplôme, les jeunes diplômés du collégial étaient plus susceptibles d'avoir un emploi que les bacheliers. Les bacheliers des promotions de 1986 et de 1990 les avaient rattrapés cinq ans après. Cela n'était toutefois pas le cas pour la promotion de 1995. L'écart au chapitre du taux d'emploi avait diminué de 1997 à 2000, mais les jeunes diplômés du collège étaient plus susceptibles d'occuper un emploi.

Le passage plus lent au marché du travail qui caractérise les titulaires d'un baccalauréat est partiellement attribuable au fait que certains bacheliers poursuivaient des études plus poussées, et n'étaient pas encore établis sur le marché du travail.

Les bacheliers avaient aussi un taux de chômage plus élevé que les diplômés du collégial deux ans après l'obtention du diplôme. Cinq ans après l'obtention du diplôme, toutefois, le taux pour les bacheliers des promotions de 1986 et de 1990 était tombé en deçà de celui des diplômés du collégial.

Pour la promotion de 1995, les diplômés du collégial affichaient toujours les taux de chômage les plus faibles en 2000.

Les jeunes bacheliers sont mieux protégés contre les ralentissements économiques

Malgré les importantes différences pour ce qui est du climat économique auquel font face les diplômés observés dans le cadre de cette étude, au moins 85 % des jeunes diplômés du collégial et 80 % des jeunes bacheliers de chacune des trois promotions travaillaient deux ans après l'obtention du diplôme.

Après cinq ans, 94 % des diplômés du collégial issus de la promotion de 1995 avaient un emploi, comparativement à 90 % des bacheliers.

Les taux de chômage des bacheliers étaient un peu moins sensibles aux fluctuations du marché du travail que ceux des diplômés des collèges communautaires. Les taux de chômage des jeunes diplômés des collèges communautaires suivaient une courbe similaire à celle des taux de chômage de la population des jeunes âgés de 20 à 24 ans et de 25 à 29 ans en période de reprise ou de ralentissement économique, tandis que les perspectives d'emploi des diplômés du baccalauréat semblaient peu touchées par les changements des conditions du marché du travail.

Bien qu'une étude plus poussée soit nécessaire, les résultats semblent indiquer que des niveaux de scolarité supérieurs tendent à protéger les travailleurs des effets des ralentissements économiques. Par ailleurs, dans le

cas de la promotion de 1986, si les diplômés du collégial ont connu des taux de chômage plus élevés en raison de la récession, les taux de chômage des diplômés du baccalauréat ont, en fait, diminué.

Information sur les méthodes et la qualité des données disponible dans la Base de métadonnées intégrée: numéro d'enquête 5012.

Le rapport *Trouver sa voie: profil des jeunes diplômés canadiens* (81-595-MIF, n° 3, gratuit) est maintenant accessible dans le site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca). À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Gratuites*, puis *Éducation*.

D'autres données obtenues des diplômés interrogés dans le cadre de l'Enquête auprès des diplômés de 1995, qui ont déménagé aux États-Unis, paraîtront au cours de 2003.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec les Services à la clientèle au (613) 951-7608 ou composez sans frais le 1 800 307-3382 (educationstats@statcan.ca), Culture, Tourisme et Centre de la statistique de l'éducation. Télécopieur: (613) 951-9040. ■

AUTRES COMMUNIQUÉS

Livraison de laine minérale, y compris les isolants en fibre de verre

Janvier 2003

Les données de janvier sur les livraisons de laine minérale, y compris les isolants en fibre de verre, sont maintenant disponibles.

Le numéro de janvier 2003 de *Laine minérale y compris les isolants en fibre de verre* (44-004-XIB, 5 \$ / 47 \$) est maintenant en vente. Voir *Pour commander les produits*.

Données stockées dans CANSIM: tableau 303-0004.

Information sur les méthodes et la qualité des données disponible dans la Base de métadonnées intégrée: numéro d'enquête 2110.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec l'agent de diffusion au (613) 951-9497 ou composez sans frais

le 1 866 873-8789 (*manufact@statcan.ca*), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie, ■

Livraisons des principales céréales

Janvier 2003

Les données de janvier sur les livraisons des principales céréales sont maintenant disponibles.

Données stockées dans CANSIM: tableau 001-0001.

Le numéro de janvier 2003 de *La revue des céréales et des graines oléagineuses* (22-007-XIB, 11 \$ / 112 \$; 22-007-XPB, 15 \$ / 149 \$) paraîtra en avril. Voir *Pour commander les produits*.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Daniel Bergeron au (613) 951-3864 (*daniel.bergeron@statcan.ca*), Division de l'agriculture. ■

NOUVEAUX PRODUITS

Laine minérale y compris les isolants en fibre de verre, janvier 2003, vol. 55, n° 1
Numéro au catalogue: 44-004-XIB (5 \$/47 \$).

Importations par marchandise, décembre 2002, vol. 59, n° 12
Numéro au catalogue: 65-007-XMB (37 \$/361 \$).

Importations par marchandise, décembre 2002, vol. 59, n° 12
Numéro au catalogue: 65-007-XPB (78 \$/773 \$).

Trouver sa voie: profil des jeunes diplômés canadiens, n° 3
Numéro au catalogue: 81-595-MIF (gratuit).

Trousse de l'enseignant – données du Recensement de 2001
Numéro au catalogue: 92F0192XIF (gratuit).

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Les numéros au catalogue se terminant par: -XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB, la version électronique sur disquette et -XCB, la version électronique sur CD-ROM.

Pour commander les produits

Pour commander les produits par téléphone:

Ayez en main: • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de VISA ou de MasterCard.


Au Canada et aux États-Unis, composez:	1 800 267-6677
Pour les autres pays, composez:	1 613 951-7277
Pour envoyer votre commande par télécopieur:	1 877 287-4369
Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte:	1 800 700-1033

Pour commander par la poste, écrivez à: Gestion de la circulation, Division de la diffusion, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 7 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet: écrivez à order@statcan.ca ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca) sous les rubriques *Nos produits et services*, puis *Publications payantes* (\$).

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Catalogue 11-001-XIF (Anglais) 11-010-150-03000003



Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 6 juin 1997
Pour être diffusé à 8 h 30



PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- **Transport urbain, 1996** 2
Malgré la priorité accordée aux services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recours. En 1996, les Canadiens ont effectué un voyage moyen de déplacement au travail sans les services de transport urbain, soit le niveau le plus bas enregistré au cours des 25 dernières années.
- **Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'œuvre, 1996** 5
À l'instar de la croissance de l'industrie et des emplois, la hausse de la productivité des entreprises canadiennes en 1996 s'est avérée encore une fois relativement faible.

AUTRES COMMUNIQUÉS

- Indice des offres d'emploi, mai 1997 10
- Emplois sur les marchés à court terme 10
- Aides en termes positifs, septembre 1997 11
- Production d'œufs, avril 1997 11

NOUVELLES PARUTIONS 12

Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.ca>. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à listproc@statcan.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez: subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2003. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source: Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire: Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001-XIF au catalogue, date et numéros de page.